

**Séance du Conseil général du 16 décembre 2024
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Présidence : M. Martial Farine

Secrétaire-Caissière : Mme Séverine Bippert

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, Assistante-secrétaire

Monsieur Martial Farine, Président : Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers généraux, chères et chers collègues, je vous remercie de participer à cette 4^{ème} et dernière séance de l'année 2024 que j'ai l'honneur et le plaisir d'ouvrir. Je remercie le Conseil communal qui participe incorpore à la séance de ce soir. Le Conseil général de ce soir donnera les orientations budgétaires pour 2025 à l'intention du Conseil communal. La séance a été convoquée selon les règles d'usage :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 43 du 28 novembre 2024
- Par courrier et courriel personnels
- Par affichage public

Ce soir, nous accueillons une délégation d'un groupe de travail qui planche sur l'opportunité de créer un Conseil général à Saignelégier, bienvenue à vous toutes et à vous tous. Vous êtes invités à rester à la fin des débats pour partager le verre de l'amitié et discuter avec les Conseillères et Conseillers généraux afin de vous faire votre opinion. Je souhaite également la bienvenue au public ainsi qu'à la presse. Nous accueillerons également tout à l'heure Monsieur Jacques Geiser que le Conseil communal a invité pour prendre la parole au point 6 concernant l'ascenseur du bâtiment scolaire.

1. Appel

Conformément à l'article 18 du Règlement du Conseil général, Monsieur le Président, Martial Farine, passe la parole au deuxième, ce soir premier, Vice-Président, Monsieur Alexandre Bossart pour procéder à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 17 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable. La majorité absolue est fixée à 9. Messieurs Jean-Jacques Diraison et Madame Anne Pizzagalli sont excusés. Monsieur Michel Martin est absent.
Tous les Conseillers communaux sont présents.

2. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel.
2. Approbation de l'ordre du jour.
3. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 9 septembre 2024.
4. Communications.
5. Questions orales.
6. Discuter et voter un investissement de CHF 500'000.00 pour la pose d'un ascenseur à l'école et donner compétence au Conseil communal pour le financement.

7. Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales.
8. Discuter et approuver le Règlement de sécurité locale.
9. Discuter et approuver la modification de l'article 4 du Règlement des indemnités des autorités communales.
10. Discuter et approuver les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.
11. Elections du bureau 2025
 - a) Du Président du Conseil général
 - b) Du premier Vice-président du Conseil général
 - c) Du deuxième Vice-président du Conseil général
 - d) Des scrutateurs.

Monsieur Martial Farine, Président : vous avez reçu l'ordre du jour de la séance, avez-vous des modifications à lui apporter ?

Monsieur Raphaël Schärz, Conseiller communal : je demande une modification de l'ordre du jour en déplaçant le point 6 au point 9 car Monsieur Geiser a un impératif ce soir en début de soirée. Il viendra plus tard.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je demande au Conseil général de retirer le point 6 de l'ordre du jour de la séance de ce soir « Discuter et voter un investissement de CHF 500'000.00 pour la pose d'un ascenseur à l'école et donner compétence au Conseil communal pour le financement ». Le projet est intéressant, la pose d'un ascenseur n'est pas remise en question. Par contre, la procédure choisie par le Conseil communal interloque : la décision d'octroyer un montant très élevé (normal vous me direz puisqu'on parle d'ascenseur...) devrait être prise par le Conseil général, tout de suite, juste après une séquence de questions-réponses avec un technicien spécialisé, le soir-même, d'un coup de cuiller à pot... sans possibilité d'en évaluer consciencieusement tous les tenants et aboutissants. Non ! c'est plus que contestable. Le rapport à l'appui de cette demande de crédit fourni aux Conseillers généraux est inconsistant et pas sérieux et pour un montant de CHF 500'000.00, 500 violets, chères et chers collègues, le plus gros investissement depuis la halle de gymnastique, les Conseillers généraux méritent davantage de considération et sont en droit de disposer de davantage de renseignements et surtout de temps de réflexion, laissant aux groupes politiques la possibilité de discussion et d'examen du dossier avant de prendre une position définitive. Il faut, Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux, que nous retirions ce point de l'ordre du jour et que notre Conseil communal revienne au plus vite avec un rapport complet, articulant la décomposition des coûts et leurs justifications, précisant mieux la faisabilité et la description du projet, avec ses impacts architecturaux sur un bâtiment ancien et patrimonial, avec une évaluation des coûts d'entretien, l'évocation des entreprises choisies et les procédures d'appel d'offres qui régissent les marchés publics pour un projet d'une telle envergure. En connaissance de cause, nous serons alors en mesure d'accepter le projet d'un ascenseur dans notre école.

Monsieur Martial Farine, Président : merci pour cette intervention. Nous avons deux modifications demandées pour le même objet.

Monsieur Urs Moser : j'ai une autre proposition de modification de l'ordre du jour qui concerne le budget. Je préconise de l'avancer soit au nouveau point 6, soit au nouveau point 7, ceci pour éviter de commencer la discussion du budget tard le soir quand tout le monde est fatigué. Le point 10 deviendrait le point 7.

Monsieur Germain Jobin : ce n'est pas un changement. Est-ce que je peux proposer de s'opposer à la proposition de Monsieur Dubois ?

Monsieur Martial Farine, Président : il y aura un vote, de toute façon.

Monsieur Germain Jobin : on aura quelqu'un qui se déplace. Ce n'est pas parce qu'on en parle ce soir, qu'on aura quelqu'un qui nous explique, qu'on est obligés d'accepter le crédit. On peut en prendre connaissance. Si on n'est pas d'accord, on peut demander des suppléments d'information. Il me semble qu'on devrait quand même laisser ce point à l'ordre du jour.

Monsieur Martial Farine, Président : on va passer au vote la proposition de Monsieur Pierre-Yves Dubois, puisque si elle est acceptée, il ne sera pas nécessaire de déplacer le point 6.

Au vote, la proposition de Monsieur Pierre-Yves Dubois qui consiste à retirer le point 6 de l'ordre du jour obtient les résultats suivants :

- Oui : 5
- Non : 8

Le point 6 ne sera donc pas retiré de l'ordre du jour.

Au vote, la proposition de Monsieur Raphaël Schärz qui consiste à déplacer le point 6 pour permettre la venue de Monsieur Jacques Geiser obtient les résultats suivants :

- Oui : majorité évidente

Au vote, la proposition de Monsieur Urs Moser qui consiste à avancer la discussion sur le budget obtient les résultats suivants :

- Oui : majorité évidente

Monsieur Martial Farine, Président : on doit absolument voter le budget après les crédits d'investissement. Le point de l'ascenseur doit être discuté avant le budget puisque ce point de CHF 500'000.00 est fixé dans le budget. Le Canton nous impose de passer le budget après les investissements.

Monsieur Alexandre Bossart : il faut discuter les règlements et ensuite l'ascenseur.

Monsieur Urs Moser : rien ne nous empêche de discuter la première partie du budget comme point n° 6 puisque le point le plus important sera la quotité. On peut très bien déjà régler une partie du budget, y compris le budget de fonctionnement, sans le vote, qu'on finisse la discussion, laisser venir Monsieur Jacques Geiser et enchaîner avec les investissements et le vote global.

Monsieur Yann Chappatte : je propose de passer les 5 premiers points, passer les règlements ou avant de passer les règlements statuer si on veut faire une rocade. Comme ça, on est sûrs qu'on avance. On n'a pas le choix.

L'ordre du jour modifié et considéré comme validé par Monsieur Martial Farine, Président, est donc le suivant :

1. Appel.
2. Approbation de l'ordre du jour.
3. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 9 septembre 2024.
4. Communications.
5. Questions orales.
6. Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales.
7. Discuter et approuver le Règlement de sécurité locale.
8. Discuter et approuver la modification de l'article 4 du Règlement des indemnités des autorités communales.

9. Discuter et voter un investissement de CHF 500'000.00 pour la pose d'un ascenseur à l'école et donner compétence au Conseil communal pour le financement.
10. Discuter et approuver les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.
11. Elections du bureau 2025
 - a) Du Président du Conseil général
 - b) Du premier Vice-président du Conseil général
 - c) Du deuxième Vice-président du Conseil général
 - d) Des scrutateurs.

3. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 9 septembre 2024

Monsieur le Président, Martial Farine : le procès-verbal de notre dernière séance a été envoyé avec la convocation à tous les membres du Conseil général.

Monsieur le Président, Martial Farine : personne ne souhaitant s'exprimer, je considère le procès-verbal comme accepté tacitement avec grand remerciement à Marlyse pour sa parfaite retranscription de nos débats.

4. Communications

Conseil général

Monsieur le Président, Martial Farine : selon l'article 7 du Règlement du Conseil général, je vous donne quelques informations et courriers reçus ainsi que les activités officielles auxquelles j'ai participé.

Rencontre des bureaux des Conseils de villes et généraux : fin septembre, j'ai participé à la rencontre des bureaux des Conseils de villes et généraux du Jura historique à Delémont. Selon le tournus, notre Conseil doit organiser cette rencontre en 2030. Nous avons un peu de temps pour nous préparer.

Dîner des aînés : fin novembre, j'ai participé, à l'invitation du Conseil communal, à la rencontre annuelle des anciens au cours de laquelle j'ai prononcé un discours.

Démission : par courriel, j'ai reçu la démission de notre collègue Madame Carine Chappatte pour la fin de novembre, raison pour laquelle elle n'est pas présente ce soir. Apparemment, elle n'est pas encore remplacée ce soir. C'est bien juste pour le groupe PCSI ?

Monsieur Yann Chappatte : affirmatif puisque le vient-ensuite a refusé. On attend la suite de la procédure.

Invitation : j'ai également reçu une invitation à participer à Delémont Hollywood à laquelle je n'ai pu participer.

Pétition : en dernier lieu, j'ai reçu une copie de courriels concernant une pétition rédigée par Monsieur Furer, adressée au Conseil communal en juillet de cette année, munie de plus de 110 signatures. Je pense que le Conseil communal la traitera sous peu et pourra nous donner quelques informations ultérieurement.

Conseil communal

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : tout d'abord, j'aimerais saluer ce soir la délégation de la Commune de Saignelégier qui étudie la possibilité de créer un Conseil général.

Conduites d'eau : le bouclage du réseau d'eau à la Rue du Doubs entre la Couronne et l'Ours est terminé.

Badges : nous avons équipé de badges d'accès les bâtiments suivants : crèche, école, administration communale, halle de gymnastique et local des pompiers.

Cimetière : un nivellement concernant les anciennes tombes au cimetière a été réalisé.

Réservoir : le réservoir qui appartenait finalement à la Commune et qui était sur le terrain de la Sous-section du Cerneux-Godat leur a été cédé contre bons soins.

PAL : le PAL sera vraisemblablement fini à fin février. Il est retourné au Canton pour quelques questions.

Syndicat de chemins Les Bois I : nous avons repris le Syndicat de chemins I. La reprise est quelque peu reportée de façon à pouvoir traiter les dernières oppositions.

5. Questions orales

1) Monsieur Urs Moser : constat : lors du premier Conseil général de la législature en cours, en réponse à une question orale sur le programme de législature, la réalisation d'un chauffage à distance était annoncée comme projet prioritaire. La Commission énergie et environnement a été chargée de faire avancer le dossier. Depuis quelques temps, c'est silence radio au sujet de ce projet. En l'absence de perspectives, les particuliers confrontés au remplacement ou à l'assainissement de leurs installations n'ont d'autre choix que de se diriger vers des solutions individuelles. Il en résulte que plus le projet d'un CAD est reporté, moins il y aura d'amateurs pour en devenir clients. Question : quel est l'état d'avancement du projet de ce chauffage à distance ? Le Conseil communal a-t-il établi un échéancier pour réaliser le projet ? La mise en œuvre est-elle encore réaliste durant la législature en cours ?

Monsieur Raphaël Schärz : en effet, je ne peux qu'être d'accord avec Monsieur Moser : plus le projet prend du temps, moins il y aura d'intéressés car ils auront dû se retourner vers d'autres solutions. Quant à l'état d'avancement du projet de CAD, la Commission énergie s'est penchée sur un projet un peu plus petit et plus centré, reliant notamment les bâtiments communaux et la Paroisse, sans pour autant exclure de potentiels autres intéressés. Elle s'est approchée du Bureau Miserez pour qu'il nous fasse un premier jet sur la faisabilité, le dimensionnement, etc. Au vu des résultats obtenus, il s'est avéré qu'il nous faut un terrain au centre du village. Un terrain qui a retenu notre attention, c'est celui de la famille Paupe, où il y a le paddock. Au vu des premières démarches entreprises, cela devrait être possible, mais nous attendons l'évolution du PAL. Ce dernier devrait revenir du Canton au printemps et pourra être approuvé par le Conseil général et la population dans la foulée d'après les informations reçues. Une fois cette étape franchie, cela va apporter de la lumière au projet CAD. Le Conseil communal n'a pas établi un échéancier rigoureux mais la question est très pertinente et mérite réflexion au sein de l'exécutif. Quant à la mise en œuvre durant cette législature, cela paraît possible mais tributaire de plein de facteurs externes.

Monsieur Urs Moser : je suis partiellement satisfait.

2) Madame Jeanne Mettetz : le Gouvernement jurassien a publié la liste des sites archéologiques et paléontologiques cantonaux. Pour Les Bois, on y trouve deux fois Le Cerneux-Godat, et en plus Clairbief, Les Prailats, Le Moulin de la Mort et La Planche. Pour quels motifs ces sites figurent-ils à cet inventaire ? Qu'est-ce que cela implique pour la Commune, pour les propriétaires et pour les gens en général ?

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : on en a discuté dans le cadre du PAL avec les instances cantonales. Pour Le Cerneux-Godat, il y avait une taillanderie au-dessous des Rosées. Il y avait aussi un moulin dans la forêt avec barrage. Pour Clairbief, il y a une source, un lieu de captage. Aux Prailats, il y avait un moulin et des étangs. Au Moulin de la Mort, il y a le bâtiment qui est en ruine, on voit très bien ce qu'il en est. La Planche était un site

d'horlogerie. Pour ce qui est des contraintes, selon l'Office de l'archéologie, c'est d'annoncer les travaux pouvant être entrepris dans ces zones. Ils se déplacent et regardent s'ils trouvent des objets intéressants, puis ils donnent le feu vert. Il n'y a rien de plus, il n'y a pas de contrainte supplémentaire d'après les dires de l'archéologue cantonal.

Madame Jeanne Mettetz : je suis satisfaite.

6. Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales.

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : vous avez tous reçu les modifications, je ne vais pas vous les lire, ce qui est ancien, ce qui est nouveau. La principale chose qui change c'est qu'on sera cinq au Conseil communal et non plus sept. Le Conseil communal vous recommande à l'unanimité l'approbation de ce règlement.

Monsieur Martial Farine, Président : et pour l'entrée en matière ? Vous souhaitez aussi l'entrée en matière ?

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : oui, bien sûr.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : je n'ai rien à ajouter.

Monsieur Yann Chappatte : en tant que Président de la Commission de révision des règlements, je souhaite apporter quelques précisions. Evidemment, nous vous recommandons de soutenir ce règlement et de l'approuver tel qu'il vous est proposé ce soir. Je souhaite, dans le cadre de ma fonction de Président, quand même intervenir sur le rapport qui vous explicite les raisons pourquoi ce règlement revient ici. Je tiens à préciser que ce n'est pas rigoureusement juste, voire en partie faux. Il faut savoir que, quand la Commission a débuté son travail, elle a bien travaillé sur la base du règlement-type du Canton. Le processus pour la révision d'un règlement est relativement long. Ensuite, malheureusement, pour diverses raisons et comme pour beaucoup de règlements d'ailleurs, ils se sont perdus entre l'administration communale et l'administration cantonale, soit parce que les mails ne sont pas arrivés, soit parce qu'on dit qu'on ne les a pas vus, soit parce qu'il n'y a plus de retour. C'est pour ça qu'il y a beaucoup de règlements qui sont venus une fois, deux fois, trois fois ici au Conseil général, ce qui est évidemment très regrettable. Après, le Canton nous a effectivement dit, quand on en a pris connaissance après plus d'une année et demie où ils ont traîné on ne sait pas où, qu'on n'a pas pris le règlement-type alors qu'il venait d'être approuvé par le Parlement dans sa modification. Nous, quand on a eu notre première séance, on ne pouvait pas prendre un règlement qui était encore en délibération au Parlement. Après, effectivement, on nous a refusé ce règlement pour nous demander de le reprendre. Il faut quand même savoir qu'on nous l'a refusé, tout en précisant que ce règlement avait été approuvé par le Canton, même s'ils disent que ce n'est pas vrai, j'ai discuté avec eux, mais à ce moment-là, on n'aurait pas pu laisser une votation populaire se faire puisque je rappelle que le corps électoral a dû approuver ce règlement, qu'ensuite il est entré en fonction, il a passé au Canton, il n'y a pas eu d'opposition et c'est quelques mois après qu'on est venus nous dire : vous avez voté sur un règlement qui n'a jamais passé au Canton. Bref. Vous savez ou vous ne savez pas, on a eu énormément de problèmes dans le cadre de la révision de ces règlements où il y a eu des pertes d'informations, des dossiers qui n'ont pas été transmis, des contestations multiples et variées. Aujourd'hui, on est très contents de vous le soumettre et

on vous recommande vivement de l'approuver, même si, effectivement, on déplore les modalités qui ont permis son arrivée ce jour, aujourd'hui, uniquement. Je veux rappeler encore un point, c'est qu'il avait été historiquement soumis au corps électoral et entre deux, comme notre Règlement d'organisation a été modifié, c'est aujourd'hui de votre compétence et non plus du corps électoral comme ça l'était précédemment.

Au vote, le point 6 est accepté à l'unanimité.

7. Discuter et approuver le Règlement de sécurité locale.

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : conformément au mandat qui lui a été confié, la Commission de révision des règlements communaux a procédé à l'adaptation de ce règlement qui était précédemment nommé « Règlement de police locale ». Pour rappel, celui-ci avait été transmis et discuté au sein des partis durant l'année 2022. Il a ensuite fait l'objet de quelques adaptations formulées par le Préposé à la protection des données ainsi que par le Délégué aux affaires communales dans le cadre de son examen préalable. Je vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : le Conseil communal vous recommande à l'unanimité l'approbation de ce règlement.

Monsieur Yann Chappatte : je vous demande d'approuver ce règlement qui a effectivement été vu par ces différentes instances, tout en vous précisant, c'est un point important de modification dans ce règlement, c'est la compétence que l'on donne au Conseil communal de pouvoir poser des caméras de surveillance. Je sais que c'est un débat qui a été soulevé plusieurs fois quand c'est venu dans le cadre des partis, également par la population. Je peux vous garantir, et vous l'avez lu dans le règlement, qu'il y a énormément de garde-fous concernant ces caméras qui doivent dans tous les cas faire l'objet d'une demande au préalable pour pouvoir être posées. Il y a tout un processus également pour le contrôle de ces caméras, la visualisation et la durée durant laquelle ces images sont gardées. Ce sont tous les garde-fous qui sont posés d'un point de vue légal. Je peux également vous dire que dans le cadre de ce règlement, là, nous avons pu travailler sur le règlement-type du Canton. C'est pourquoi, nous vous proposons de le soutenir, comme dit au début de mon intervention.

Monsieur Alexandre Bossart : pour l'article 23, alinéa 4, Protection de l'environnement – ordre et propreté aux alentours des bâtiments, « *Il est interdit de laisser les chardons, les rumex et la folle avoine monter en graine dans les propriétés.* ». Il me semble que depuis quelques années, l'Office fédéral de l'agriculture en collaboration avec les offices cantonaux de l'environnement lutte contre les plantes néophytes, les plantes invasives. Je pense qu'il serait bon d'introduire un chapitre sur ces plantes invasives, parce qu'on a aujourd'hui énormément de plantes comme le séneçon jacobée ou la renouée du Japon qui sont peut-être jolies comme des plantes d'ornement mais qui peuvent faire du tort au bétail ou à la biodiversité locale.

Monsieur Martial Farine, Président : je ne devrais pas le faire, mais je me permets une réponse. La Loi sur la protection de la nature du Canton du Jura, dans son article 31 sauf erreur, parle de cet objet et donne compétence aux communes pour combattre les plantes

invasives. Donc, la loi supérieure permet de combattre ces plantes invasives. Si c'est une proposition ferme, on peut la passer.

Monsieur Alexandre Bossart : si c'est un doublon, ce n'est pas nécessaire.

Monsieur Martial Farine, Président : c'est un doublon.

Monsieur Alexandre Bossart : alors ce n'est pas nécessaire.

Au vote, le point 7 est accepté à l'unanimité.

8. Discuter et approuver la modification de l'article 4 du Règlement des indemnités des autorités communales.

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : la proposition de modification porte sur l'article 4 de ce règlement, à savoir l'ajout d'une vacation en soirée pour les séances hors localité de CHF 35.00 par heure. La Commission de révision des règlements proposait quant à elle une vacation double, soit un montant de CHF 60.00, pour les séances en soirée d'une durée supérieure à 3 heures et demie. Cette proposition n'a pas été retenue par le Conseil communal.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : le Conseil communal vous recommande à l'unanimité l'approbation de cette modification du règlement.

Monsieur Martial Farine, Président : comme il y avait une contreproposition de la Commission de révision des règlements, je passe la parole au Président de la Commission.

Monsieur Yann Chappatte : tout d'abord, je précise que vous avez voté ce règlement il n'y a pas très longtemps, il y a environ une année. C'était un nouveau règlement qu'on avait mis en place. Dans le cadre de son application, le Conseil communal était revenu avec un souhait de modification, une remarque tout à fait pertinente concernant les vacations en soirée puisque dans ce cadre-là la vacation en soirée n'est pas tout à fait la même si vous avez une séance dans cette salle au village ou si vous devez, pour des raisons diverses, vous rendre ailleurs à l'extérieur de la Commune, les séances peuvent durer parfois plus longtemps et nécessitent peut-être déjà un déplacement en fin d'après-midi avec un retour très tard. La Commission a évidemment approuvé cette proposition et cette remarque du Conseil communal jugée très pertinente. Après réflexion, elle avait décidé en fait, par souci de simplification, de clarté, de cohérence aussi dans les montants, de simplement dire que si la vacation se passait à l'extérieur de la Commune, respectivement dépassait les 3 heures et demie, on doublait la vacation, CHF 60.00, ce qui permettait d'avoir un système relativement simple qui permettait d'éviter de se poser la question si le déplacement, à quel moment on l'a fait, si on a pris tous les moyens pour arriver, partir au bon moment, si le retour s'est fait de façon adéquate, etc. Dans ce cadre-là, la Commission avait jugé qu'il était beaucoup plus adéquat de parler d'un montant forfaitaire de CHF 60.00 plutôt que parler d'un tarif horaire, d'autant plus que ceci se passait en soirée. De ce fait, la Commission avait pris acte, puisque le Conseil communal avait fait part de sa proposition, on avait débattu et décidé de fixer une indemnité double à CHF 60.00, proposition que la Commission vous fait ce soir, soit de modifier le règlement en parlant d'une vacation en soirée qui n'est plus par heure, mais qui, lorsqu'elle dépasse 3 heures et demie, est doublée et se monte à CHF 60.00.

Au vote, la proposition du Conseil communal à CHF 35.00/heure pour les séances hors de la Commune obtient le résultat suivant :

- Oui : 0

Au vote, la proposition de la Commission de révision des règlements à CHF 60.00 lorsque la séance dépasse 3 heures et demie obtient le résultat suivant :

- Oui : 15

C'est donc la proposition de la Commission qui est acceptée.

9. Discuter et voter un investissement de CHF 500'000.00 pour la pose d'un ascenseur à l'école et donner compétence au Conseil communal pour le financement.

Entrée en matière.

Monsieur Raphaël Schärz : ce soir, vous avez la possibilité de faire de grandes choses pour les utilisateurs de notre école. En effet, comme mentionné dans le rapport, nous ne disposons actuellement pas de moyen efficace pour les personnes à mobilité réduite. Je suis convaincu que pour que les gens se sentent bien dans une commune, c'est en partie parce que l'on dispose de bonnes infrastructures. L'objet sur lequel vous devez vous prononcer ce soir apporte clairement sa pierre à l'édifice. C'est pour cela que le Conseil communal vous recommande à l'unanimité d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je ne combattrai pas l'entrée en matière, mais je demanderais que l'on scinde cet objet et qu'on ne traite que l'aspect discussion, information, mais qu'en aucun cas on ne se prononce comme ça, juste après une séquence de questions-réponses sur un objet aussi important en octroyant les compétences et un crédit de CHF 500'000.00 à notre Conseil. Si Monsieur Geiser, le technicien est là, je suis tout à fait disposé à l'écouter, à lui poser des questions, mais je trouverais vraiment malheureux que ce soir, après cette séquence, alors que nous avons encore beaucoup à débattre, on en vienne à voter, comme ça, CHF 500'000.00, sans autre.

Monsieur Raphaël Schärz : je trouve cela extrêmement dommageable, parce que la seule chose que ça va faire, c'est retarder ce beau projet de plusieurs semaines, voire de quelques mois. Ceux qui vont en pâtir, ça sera nos élèves et nos employés, les personnes à mobilité réduite. Pour d'autres objets, ça s'est aussi fait comme ça : la réfection de la rue de la Baronne, la réfection de la conduite du Peu-Claude – Le Boéchet. Ça a été énuméré le pourquoi du comment, après pour les autres objets, le Conseil général a très bien pu se prononcer. Après, c'est votre décision.

Monsieur Urs Moser : j'ai de sérieux doutes sur le sérieux d'une discussion avec à peine une demi-page d'explications de ce projet. On ne peut pas en discuter, sauf des aspects formels que Monsieur Dubois a déjà soulevés, si on n'a pas la présentation, l'explication de l'auteur du projet. Je ne vois pas comment on peut, pour l'instant, entrer en matière sur ce point alors que l'acteur principal n'est pas là.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : c'est juste un complément d'information. Si on ne fait pas l'ascenseur, on devra racheter un chenillard, c'est un truc à CHF 20'000.00, parce qu'il est fichu. En même temps, on pourrait aussi traiter le radon qui est dans l'école. Si vous ne voulez pas le traiter, vous vous débrouillerez avec le Canton.

Monsieur Martial Farine, Président : le traitement du radon n'entre pas dans le projet de l'ascenseur. Je n'ai rien vu à ce sujet.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : il n'est pas dans le projet, mais c'est en complément.

Monsieur Antoine Claude : je ne trouve absolument pas sérieux d'être en retard, de ne pas être là pour présenter un projet à CHF 500'000.00. C'est n'importe quoi.

Au vote, le refus d'entrée en matière obtient 10 voix.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 3 voix.

L'entrée en matière est donc refusée.

10. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : les finances ne vont pas si mal. La Caissière a sorti encore aujourd'hui les rentrées d'impôts de cette année. Il semblerait qu'on va toucher CHF 500'000.00 de plus. Je laisse notre Caissière communale expliquer les chiffres et la présentation.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : je passe la parole à la Caissière, Madame Séverine Bippert. C'est elle qui a étudié le budget, c'est elle qui le connaît par cœur.

Madame Séverine Bippert : vous avez eu tout le détail dans le cadre du rapport. Comme les années précédentes, je vous présente une synthèse des points importants. Le budget a été établi avec une quotité d'impôt à 2.15 qui est la quotité actuelle. J'ai mentionné le montant de l'investissement de l'ascenseur qui avait été intégré au budget, d'où l'importance de passer ces points dans un ordre assez spécifique, avec la remarque que cet investissement n'avait pas été préalablement validé par la Commission financière et qui dépendait de la décision du Conseil général de ce soir. En ce qui concerne les salaires des collaborateurs, ils comprennent l'annuité automatique annuelle et une indexation de 0.58 %, c'est l'indexation des salaires fixée par le Canton. Vous aurez pu remarquer aussi qu'il y a une augmentation au niveau des charges de salaires due à un changement de plan de prévoyance professionnelle. On arrivait au terme de la durée contractuelle pour la LPP et le Conseil communal a pris la décision de changer de plan d'assurance. On avait vraiment un plan de base et on est passés à un plan qui s'appelle LPP Invest qui est un peu meilleur. Il y a toujours les mesures du Canton dans le cadre du Plan équilibre 22-26 qui équivaut à une diminution d'environ CHF 52'000.00 sur l'impôt des frontaliers pour 2025. Par rapport au déroulement de l'élaboration de ce budget, la Commission financière s'est réunie le 14 novembre 2024 et a examiné dans le détail les budgets de fonctionnement et d'investissement, les taxes et s'est penchée plus spécifiquement sur la quotité d'impôt. C'est une question qu'on reprendra après. Comme vous avez pu le voir dans le rapport, le budget de fonctionnement présente un excédent de recettes de CHF 114'900.00. Si on tient compte de la clôture du compte avec les financements spéciaux, on arrive à un excédent de recettes de CHF 112'710.00. Le budget des investissements tel que présenté dans le rapport se monte à CHF 710'000.00 avec les CHF 500'000.00 du projet de l'ascenseur à l'école. Vous retrouvez tous les tableaux dans le rapport. En ce qui concerne les investissements prévus pour 2025, il y a CHF 50'000.00 pour l'entretien des routes, CHF 20'000.00 pour l'éclairage public, CHF 40'000.00 pour la réfection des canalisations et des WC à l'école (rez-de-chaussée), CHF 500'000.00 pour la

pose de l'ascenseur à l'école, CHF 60'000.00 pour le remplacement des réservoirs, CHF 40'000.00 pour le remplacement du tamiseur et accès aux brasseurs à la STEP.

Monsieur Germain Jobin : les réservoirs, c'est quoi ? C'est pour la STEP ?

Monsieur Jean-Marc Boichat : non, on doit supprimer les réservoirs de la Combatte du Pas et de Sous-les-Rangs.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : juste un complément, ils seront supprimés du réseau des eaux de consommation, mais ça fera une réserve en cas d'incendie.

Monsieur Jean-Marc Boichat : c'est faux. Ce n'est pas une réserve d'eau.

Monsieur Jean-Maurice Jobin, Fontainier : ils doivent être totalement déconnectés du réseau. Ce sont des réservoirs qui font une trentaine de mètres cubes. Si on les utilise uniquement pour l'incendie et qu'ils sont complètement déconnectés, c'est autorisé. Mais on ne pourrait pas dire qu'on les reconnecte en cas de catastrophe. C'est fini.

Madame Séverine Bippert : le résultat du financement spécial par rapport à l'approvisionnement en eau se monte à un excédent de charges de CHF 28'810. Pour l'assainissement des eaux, on a un excédent de charges de CHF 6'150.00. Pour ces deux derniers postes, le budget a été fait par rapport à la situation actuelle. On a les deux nouveaux règlements qui ont été approuvés cette année : le RAEP pour l'approvisionnement en eau potable et le RETE pour l'évacuation des eaux qui vont entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2025. Le résultat du financement spécial par rapport aux déchets présente un excédent de revenus de CHF 37'150.00. Au niveau des commentaires, au chapitre 0/Administration générale, il y a un montant assez conséquent pour ma formation de cadre en administration communale. Il y avait le même déjà l'année passée. Il y a aussi un montant pour la mise à niveau de la solution relative à la santé et la sécurité au travail et qui devra être mise en place l'année prochaine au niveau de la formation des collaborateurs. Pour ce qui est de l'école, il y a cinq ordinateurs qui nécessitent un renouvellement l'année prochaine et des travaux d'entretien de peinture sont prévus. Pour le chapitre 3/Culture-sports-loisirs, ça concerne l'Espace communal, il est prévu l'achat d'un lave-vaisselle ou d'une autre solution par rapport à l'obligation d'utiliser de la vaisselle en plastique réutilisable lors des manifestations. Pour le chapitre 5/Prévoyance sociale, il y a un nouveau montant qui est apparu dans le budget pour l'entrée en vigueur de la directive sur la récompense de formation qui avait été validée et qui est entrée en vigueur cette année. Il y a aussi un montant pour le changement des lampes à la crèche. En ce qui concerne la voirie, il est prévu de créer un local de peinture dans les locaux de la voirie. Pour ce qui concerne la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire, il y a un montant prévu pour la lutte contre les plantes invasives, la création d'un jardin du souvenir et les travaux d'aménagement au cimetière. Il y a aussi un montant pour la finalisation du Plan d'aménagement local. En ce qui concerne les impôts, on va contribuer au fonds de péréquation financière pour un montant de CHF 62'013.00. Le Conseil communal recommande d'approuver le budget relatif à l'exercice 2025 ainsi que la quotité d'impôt et les diverses taxes communales comme proposés dans le rapport. La Commission financière, à sa majorité, recommande au Conseil général l'approbation du budget. Elle propose toutefois une baisse d'un dixième de la quotité d'impôt, soit le passage de 2.15 (quotité actuelle) à 2.05. Les autres taxes communales sont approuvées à l'unanimité par les membres de la Commission financière.

Monsieur Martial Farine, Président : je passerai la parole plus tard à la Commission financière car je crois qu'il y a une proposition de la minorité. J'ouvre la discussion tout d'abord sur les taxes.

Monsieur Yann Chappatte : pour les taxes, on inclut les impôts ou pas ?

Monsieur Martial Farine, Président : non, ce sont les taxes, sans les impôts.

Monsieur Urs Moser : je n'ai pas de grandes révélations à faire, juste une information dans les généralités. La Commission a siégé le 14 novembre 2024, elle a parcouru l'ensemble des chiffres. La Commission a fait une proposition de baisse de la quotité qui n'a pas été suivie par le Conseil communal et a émis une réserve concernant le sujet qu'on a enterré juste avant. Je viendrai avec plus de détails lors de la discussion sur la quotité.

Monsieur Yann Chappatte : j'ai une remarque à faire. Je rends attentif le Conseil communal, on a au chapitre 6 la création d'un local de peinture qui fait totalement sens et qui est compréhensible avec les avantages qu'il va offrir. Par contre, dans le même temps, on a des dépenses pour des travaux de peinture conséquents qui sont prévus. Il serait vraiment pertinent au moment où ces travaux devront être faits de se poser la question de savoir si on a la possibilité de faire faire ces travaux par les employés communaux, ce qui serait sans doute une bonne solution.

Chapitre 3/Culture – sports – Loisirs – Eglises

Compte 3410.31510.00/Meubles administratifs du PA

Monsieur Yann Chappatte : il y a la dépense prévue concernant le lave-vaisselle pour la halle. En fait, la question, c'est déjà de comprendre de quoi on parle. Lorsque les sociétés du village ont été réunies, il a été parlé de la vaisselle réutilisable qui allait être achetée pour l'Espace communal et là, on nous parle de l'achat d'un lave-vaisselle. Est-ce que ce budget inclut les deux ? Ou seulement l'un des deux ? Si c'est les deux, est-ce qu'on trouve ça sur une autre position ou c'est les CHF 12'000.00 qui incluent la totalité de cette dépense ? Ensuite, après cette question, c'est une réserve extrêmement importante que je ferais sur l'usage de cette vaisselle réutilisable. Aujourd'hui, pour ceux qui ont utilisé ça dans le cadre des sociétés, qui ont déjà travaillé dans des cuisines avec le lavage de ce genre de vaisselle, elle est aujourd'hui problématique, c'est-à-dire qu'elle peut être lavée, mais il y a d'immenses problèmes au niveau du séchage au moment où vous mettez ça en machine, soit ça laisse des tâches importantes, soit ça ne sèche pas. Les lave-vaisselle traditionnels ne fonctionnent pas pour ça. Il faut des lave-vaisselle spécifiques. Il est vraiment important que le Conseil communal réfléchisse et obtienne des garanties certaines concernant l'utilisation de ces lave-vaisselle parce que toutes les versions qui ont été utilisées par les gens que je connais, que je côtoie des différentes sociétés ici au village ou ailleurs n'ont pas encore vu un lave-vaisselle qui permettait de sécher cette vaisselle correctement. Si on a un fournisseur qui nous le garantit, volontiers qu'il nous prête une machine quelques temps et on verra si ce qu'il prédit marche ou pas. En tous les cas, nous, tous les appareils qu'on a vus sur le marché, pour l'instant, on n'a pas les dernières versions, ne fonctionnent pas. En finalité, une remarque pour le futur, avant de faire cet investissement, s'assurer qu'il soit opérationnel et comprendre la dépense de CHF 12'000.00 : lave-vaisselle et/ou vaisselle.

Monsieur Raphaël Schärz : en effet, c'est une question pertinente. Dans un premier temps, on n'ose plus utiliser cette vaisselle jetable. Dans un premier temps, ça serait déjà l'achat de vaisselle réutilisable, éventuellement des linges pour sécher. En effet, on n'a pas de solution miracle. C'est assez compliqué de sécher ça. Il faudra s'y accommoder, mais la remarque est tout à fait pertinente.

Monsieur Yann Chappatte : ce n'est pas une proposition, mais je rends attentif le Conseil communal. On a déjà utilisé de la vaisselle à la halle, malheureusement, la vaisselle ne sèche pas. Ces prochains mois, on peut tout à fait essayer la vaisselle jusqu'à ce qu'on trouve une solution technique adéquate.

Chapitre 2/Formation

Compte 2122.31512.01/Entretien photocopieuse

Madame Anne Zürcher : ce compte a doublé depuis 2023, j'aurais voulu savoir ce qui a fait que l'entretien des photocopieuses a doublé.

Madame Séverine Bippert : au niveau de l'école, on a eu une augmentation assez conséquente parce qu'il y a eu une augmentation des photocopies, on a donc adapté le forfait pour être plus en phase avec le nombre de photocopies faites. En plus, on a ajouté à la photocopieuse un module supplémentaire qui permet de perforer les feuilles et de les agraffer. Ce sont des éléments qu'ils n'avaient pas avant.

Quotité d'impôt

Monsieur Urs Moser : comme annoncé, la Commission a statué là-dessus et recommande une baisse de la quotité à 2.05 après une bonne demi-heure de discussion. On a évoqué différentes variantes en l'absence des derniers chiffres mentionnés tout à l'heure des comptes provisoires 2024. Maintenant, je peux vous rassurer, la Commission n'a pas fait ça au pifomètre. On a quand même aussi fait des calculs pour savoir ce que signifie la réduction ou la baisse d'un dixième. Actuellement, avec la quotité de 2.15, on a, comme ça a été mentionné, un excédent de produits de CHF 112'710.00 et avec une quotité à 2.05, on aurait une réduction du revenu fiscal d'environ CHF 190'000.00 et on passerait à un excédent de charges de CHF 77'300.00, donc à peu près ce qu'on avait pour le budget 2024. On a fait d'autres calculs, mais pour l'instant, je me limite à ceux-ci et je laisserai Monsieur Yann Chappatte soumettre la proposition individuelle.

Monsieur Yann Chappatte : effectivement, je suis membre de la Commission financière. On a étudié ce budget en long, en large et en travers, c'est aussi pourquoi on a un nombre limité de questions ce soir. Il faut préciser effectivement qu'on n'avait pas les derniers chiffres de la dernière rentrée, dernier acompte versé par le Canton qui, effectivement, apporte des chiffres un petit peu différents et ça a été dit, où globalement, finalement, on dépasse les recettes d'environ CHF 600'000.00, grosso modo, ce ne sont pas les chiffres définitifs, mais CHF 600'000.00. J'aimerais vous donner lecture quand même de quelques chiffres, je sais que ça va être rébarbatif pour certains, mais en 2019, on a un budget à moins CHF 115'000.00, on finit à CHF 163'000.00, delta CHF 300'000.00, je simplifie, je mets tout en centaines de milliers. 2020, CHF 0.00, résultats CHF 200'000.00, CHF 200'000.00 d'écart. 2021, une perte de CHF 200'000.00, bénéfice CHF 1'600'000.00, delta CHF 1'800'000.00. 2022, perte CHF 0.00, résultat presque CHF 800'000.00, donc delta CHF 800'000.00. 2023, un budget à CHF 0.00, CHF 800'000.00, delta CHF 800'000.00. 2024, un résultat de CHF 55'000.00 si on ne se base que sur l'augmentation des produits, on pourrait escompter CHF 600'000.00 de résultat. Si on prend la moyenne de ces cinq années, je ne prends pas la dernière année, on prévoit à chaque fois une perte ou une légère perte, en l'occurrence à CHF 70'000.00 avec une moyenne à CHF 700'000.00 de résultat, donc un delta de CHF 770'000.00, presque CHF 800'000.00. Cette année, on serait proches de ces chiffres. Au final, on a souvent des écarts très favorables, pour ne pas dire de façon systématique, avec un écart moyen sur cinq ans de plus de CHF 800'000.00. CHF 800'000.00, ça correspond à quoi ? Ça correspond grosso modo, ça dépend comment on veut faire les calculs, mais plus ou moins à quatre dixièmes de quotité. Depuis de nombreuses années, on se pose la question de savoir si on peut une fois faire une baisse de quotité, si oui, de combien. Chaque année, on a justifié ces éléments par différentes choses : des investissements conséquents, la salle polyvalente, ensuite on a dit on aura des investissements prochains qui vont arriver, ce n'est pas le bon moment. Ensuite, il y a des problèmes économiques, ensuite il y a eu le Covid, etc. Je vous passe les détails, tout ça pour

arriver finalement à repousser ceci depuis fort longtemps. Aujourd'hui, la proposition qui est faite, c'est de faire une baisse qui est marquée, de donner un signal clair. Aujourd'hui, on a une quotité à 2.15. Si on veut effectivement que ça ait un effet significatif, visible et important, il faudrait passer sous un seuil psychologique d'une quotité à 2 et il est proposé une baisse de deux dixièmes à 1.95. Deux dixièmes, comme ça a été dit, ça fait CHF 350'000.00, CHF 360'000.00, CHF 400'000.00 suivant la manière dont on le calcule, mais c'est entre guillemets une baisse de la moitié de la moyenne des cinq derniers exercices. Je crois qu'un jour, si on décide de faire une baisse, on la repousse maintenant depuis très très très longtemps, il faut aujourd'hui oser franchir le pas d'une baisse et on peut manifestement se permettre une baisse à 1.95. Aujourd'hui, c'est aussi un élément qui serait pertinent dans le cadre de notre approche communale par rapport à la réflexion qui a pu être menée ou qui aurait dû être menée sur d'autres sujets et la proposition est ferme en complément à celle qui a été faite par la Commission financière de baisser la quotité de deux dixièmes, donc à 1.95. C'est une proposition ferme faite au nom du parti PCSI.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : le Conseil communal a préconisé le statu quo dans le sens où vous avez vu l'économie comme elle chute. Ça veut dire qu'en 2025 les rentrées d'impôts sur l'horlogerie par exemple vont diminuer simplement de la moitié pour ne pas être trop négatif. En plus, nous avons des projets quand même importants : le chauffage à distance, une nouvelle crèche, des achats de terrains, viabilisation des eaux, un ascenseur. C'est pour ça qu'on est restés prudents. Maintenant, c'est à vous de décider.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : au nom du groupe PS/Les Verts, je vous livre quelques appréciations au sujet de la baisse du taux d'impôt proposée par la Commission financière et par Monsieur Yann Chappatte. Comme vient de le dire le Maire, la situation économique actuelle est loin d'être stable. Les signaux ne sont plus aussi favorables que par le passé. Le chômage augmente, les carnets de commandes des entreprises ne sont pas remplis et la perspective de rentrées fiscales futures aussi conséquentes que lors des derniers exercices est loin d'être garantie. De gros investissements nous attendent, notre Maire vient de les citer, en plus des investissements 2025 qu'on a vus précédemment. Il y aura l'assainissement, l'isolation et la toiture solaire de ce bâtiment, le nouveau PAL, sans parler de notre Arlésienne locale que constitue le chauffage à distance. Nous en aurons pour plus d'un million de francs. Pourrions-nous financer tout cela sans recourir à l'emprunt ? La dette communale s'est heureusement quelque peu résorbée, mais reste néanmoins élevée. Il est illusoire, à ce jour et dans ces circonstances, de se priver de CHF 190'000.00 ou CHF 380'000.00 de recettes fiscales, tout en espérant vouloir améliorer la dette de notre Commune. Est-ce vraiment judicieux d'abaisser le taux d'imposition ? Est-ce raisonnable d'augmenter la dette publique et les intérêts à payer ? Ce qui aura des conséquences négatives sur les générations futures. Et enfin, la baisse d'impôts va profiter aux gros contribuables avant tout et n'aura que peu d'incidences sur ceux qui ont des revenus faibles. Toute baisse d'impôts accroît les inégalités sociales. Pour ces raisons, nous recommandons de suivre l'avis du Conseil communal, soit le maintien de la quotité actuelle. Il faut que le Conseil général montre sur ce coup-là son sens des responsabilités. De gros investissements nous attendent et nous devons nous en donner les moyens. Ce n'est pas un bon plan de limiter notre capacité d'investissement. Ce ne serait pas bien joué que de diminuer le taux d'imposition en 2024 pour revenir l'augmenter en 2026 ou 2027.

Monsieur Stéphane Gattoni : je fais aussi partie de la Commission financière, j'étais en minorité lors du vote. On sait que la question fiscale est toujours une question sensible, notamment parce que les arguments ne peuvent se baser que sur des approximations et des suppositions, et aussi parce qu'elle implique des conséquences sur le long terme. Il est vrai que notre Commune a fait des bénéfices ces dernières années. Mais doit-on s'en étonner ?

Aucunement, si on met en regard les investissements qui ont été si peu nombreux après la halle. Si nous ne modifions pas la quotité d'impôt est-ce que nos concitoyennes et concitoyens vont fuir la Commune ? Je fais le pari que non. A contrario, ça ne va pas empêcher de nouvelles personnes à s'installer chez nous. Que cherchent les personnes qui viennent s'implanter dans un village comme le nôtre ? Avant tout une qualité de vie : ça passe par des places pour des enfants en crèche puis en structure parascolaire, par une qualité de vie sociale, de proximité, avec des services disponibles pour le quotidien, ça passe par le sauvetage d'un café-restaurant au village idéalement situé, ça passe par le développement d'un nouveau quartier dans le cadre du PAL, en y intégrant des zones de vie intergénérationnelles ou d'autres services qu'on pourrait offrir. On peut leur offrir ça et sûrement encore d'autres infrastructures et services, par des investissements qui seront importants et qu'il faudra pouvoir financer pour faire vivre le village et ne pas se diriger vers un appauvrissement général de la vie de notre petite communauté. Convainquons notre Conseil communal qu'il est grand temps d'investir dans tous ces projets. Investir, ça veut dire soutenir l'économie locale, ça veut dire faire travailler nos artisans qui sont nombreux, qualifiés et diversifiés dans la région. Investir, c'est croire en l'avenir. Investir, c'est faire preuve de courage. Le courage ce n'est pas être de bons comptables pour équilibrer au plus près le budget, le courage c'est arriver à se projeter dans l'avenir. Pour toutes ces raisons je recommande de maintenir la quotité actuelle.

Monsieur Urs Moser : je veux bien porter la casquette du bon comptable. Je représente la Commission financière et je fais partie de la majorité qui a opté pour cette baisse. Pour qu'on ait quelques éléments factuels, la réduction d'un dixième a aussi une incidence sur les impôts en fonction du revenu imposable. Un revenu imposable de CHF 50'000.00 verra une baisse de CHF 143.90. Pour un revenu imposable à CHF 75'000.00, ça serait CHF 266.60. Un dixième = 4.7 % de réduction de l'impôt à payer. Après, je peux vous donner un autre son de cloche par rapport à l'épée de Damoclès, au ralentissement économique. Je m'oppose à avoir des énoncés du genre : les recettes fiscales vont diminuer de moitié. Je n'ai aucun élément concret qui permette d'étayer ça. J'ai aussi pris des renseignements auprès d'un directeur financier d'une grande entreprise au Jura bernois et il y a différentes manières de voir au niveau de l'économie. Vous avez vu aujourd'hui l'article sur Edox qui ne sait plus où donner de la tête parce qu'ils n'ont pas de ralentissement économique. Les mêmes entreprises qui auraient maintenant des problèmes économiques ont eu des résultats exceptionnels durant les dernières années et reviennent très certainement à quelque chose qu'on pourrait appeler la normale. A ce jour, il n'y a pas non plus d'épée de Damoclès, de licenciements en masse en vue dans notre région, ce qui fait que les incidences sur les recettes fiscales en tout cas pour 2025, éventuellement aussi pour 2026, ne sont pas aussi directes que ça et seront plutôt modérées. Je continue encore avec quelques autres éléments. Il faut qu'on ait une vision à long terme. Le potentiel fiscal à développer est celui des personnes physiques parce qu'eux, ils amènent 95 % des impôts directs, contre 5 % des personnes morales. Je parle uniquement des impôts directs. Les personnes physiques, c'est le pilier central. Ça veut dire qu'avec une adoption du PAL, il y aura le potentiel d'avoir plus d'habitants, donc plus de recettes fiscales PPH. Il s'agit aussi, je reprends un énoncé de Monsieur Yann Chappatte, de l'image, de l'attractivité de la Commune pour venir y habiter. Il y en a peu qui vont partir, mais il y en a des nouveaux qui vont venir. Il y a aussi des parcelles aux Bois qui sont à vendre depuis deux ans et qui ne sont pas vendues. Et aussi l'attractivité de la Commune des Bois en tant que partenaire d'une future fusion. Je vous rappelle aussi que lors de la présentation des comptes 2023, j'avais fait un exposé sur les différents indicateurs qui ont montré qu'on a la plupart des indications qui ont une tendance favorable. Lorsque j'ai suivi le cours sur le MCH2 cet automne, parmi les communes qui ont

été citées en exemple et traitées pendant les cours, il y avait aussi la Commune des Bois, ce n'était pas parce que j'étais là-bas, mais parce que cet exemple-là a été choisi. On a un potentiel, une capacité d'autofinancement qui ne sont pas exploités et on a des investissements, ça a déjà été dit, peu importants, il y a du potentiel. En résumé, les indicateurs sont favorables pour les résultats 2023, mais montrent aussi une évolution favorable sur les quatre ans, à savoir les quatre ans qui sont déjà sous MCH2, donc on peut comparer. C'est pour cette raison que la décision de la Commission financière n'est pas tirée par les cheveux, mais est un élément qui suit une réflexion logique. J'ai encore une remarque à faire concernant les investissements qui sont mentionnés. Maintenant, je ne parle plus en tant que Président de la Commission financière, mais je dois dire, de nous réciter de séance en séance les projets d'investissements alors qu'on n'a aucun plan des projets, aucune priorité à part l'ascenseur, aucun montant financier pour savoir quelles seraient les conséquences, la Commission financière n'est pas en mesure de faire une planification des investissements sans ce listing. On a un peu tapé sur la tête de Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, il nous en excusera, la Liste libre a demandé de mettre ça une fois sur un planning pour qu'on voie quelles sont les attentes ou les projets réels qu'on pourrait avoir et comment les échelonner pour pouvoir amortir avec un taux de 15 ou de 30 ou de 0. Là, on est un peu en difficulté de pouvoir argumenter autrement que de dire avec ce qu'on sait. Maintenant, on peut très bien opérer et je souligne à nouveau la proposition de la Commission financière : une baisse de la quotité d'un dixième.

La Présidence est assurée par le premier Vice-président, Monsieur Alexandre Bossart.

Monsieur Martial Farine : je ne vais pas répéter les arguments de mes collègues de parti, les projets, le PAL, la baisse de revenus de CHF 190'000.00, respectivement CHF 380'000.00. L'endettement de notre Commune est encore élevé, vous avez tous lu, tous reçu et bien lu le rapport du Délégué aux communes concernant les finances des communes. Cet endettement élevé nous a empêchés à l'époque d'investir dans un chauffage à distance. Le deuxième point que je vais aborder, c'est qu'une baisse fiscale linéaire ne profite jamais à celles et ceux qui en ont réellement besoin. Un dixième de quotité revient à baisser les impôts de 4.65 %. Dans notre Canton, il y a environ 17 % de contribuables qui, faute de revenus suffisants, ne paient pas d'impôts. J'imagine que dans notre Commune la proportion est la même, voire un peu supérieure. On peut bien baisser les impôts de 4.65 %, de 10 % ou de 20 %, ces personnes ne verront pas leur pouvoir d'achat augmenter. Alors même que les nouveaux tarifs des taxes des eaux et de l'épuration auront augmenté pour 2025 et c'est surtout pour les petits consommateurs qui sont bien souvent les plus modestes d'entre nous. Pour un contribuable qui est dans une tranche d'impôts de CHF 0.00 à CHF 1'000.00 par année, la baisse fiscale représentera au maximum CHF 4.65 par tranche. Par contre, celui qui paie CHF 100'000.00 d'impôts recevra un cadeau de CHF 4'650.00, respectivement celui qui paie CHF 1'000'000.00 d'impôts aura, sans avoir rien fait, simplement par la décision d'un législatif, un cadeau de CHF 46'500.00. Personnellement, je ne suis pas du tout favorable à des cadeaux aux plus riches d'entre nous et souvent qui sont sans contrepartie. En dernier lieu, en 25 ans, les entreprises jurassiennes ont vu baisser de 33 % les impôts sur les bénéfices. Si nous ajoutons encore à ça 4.65 %, nous serons à 37 % de baisse en 26 ans. Je suis encore surpris qu'une partie de la droite de l'échiquier soit toujours sourcilieux quand on parle de l'endettement des communes, il faut réduire l'endettement, il ne faut surtout pas laisser la dette à nos enfants, petits-enfants, et aujourd'hui, on nous propose de ne pas réduire la dette et de refuser ces rentrées fiscales.

La Présidence est reprise par Monsieur Martial Farine.

Monsieur Urs Moser : je ferai encore juste un résumé sur les choix stratégiques à faire qui enchaînent sur les derniers propos. On a la possibilité d'exploiter une marge de manœuvre pour investir. Evidemment, il y a une limite pour ne pas devoir recourir à l'emprunt. On a quand même des promesses et des perspectives qui ont été réitérées pendant plusieurs années ces derniers temps. Je peux résumer en deux options : soit on met en évidence de façon documentée et chiffrée des projets qu'on puisse en déduire les besoins en investissements qui justifient ce 2.15 ou alors on baisse la quotité pour faire bénéficier les contribuables et rendre la Commune plus attrayante pour les futurs citoyennes et citoyens. J'ai encore une remarque concernant l'endettement. Je m'oppose à un des derniers énoncés de Monsieur Martial Farine. La question de l'endettement était sur la table quand il s'agissait de réaliser l'Espace communal et le chauffage à distance. Là, c'est effectivement le Canton qui a mis une barrière en disant : vous ne pouvez pas vous endetter plus que ce que vous vous endettez avec l'Espace communal. On n'est plus du tout dans ce cas de figure. On n'est plus du tout dans les mêmes chiffres qu'à l'époque où on discutait d'investir pour l'Espace communal. Juste pour remettre les choses à leur place, dans leur contexte. On est actuellement à quelque chose comme en dessous de CHF 4'000.00 de dette par habitant. Quand on discutait de l'Espace communal, on tournait légèrement en dessous des CHF 10'000.00. On a donc une nette amélioration de ces chiffres.

Monsieur Yann Chappatte : j'aimerais juste revenir sur un ou deux points qui ont été dits. Tout d'abord, il faut relativiser un certain nombre d'investissements puisqu'il y a des investissements, ça a été présenté lorsqu'on a vu le budget, qui font partie des services communaux qui doivent s'autofinancer. Si derrière, on doit s'endetter pour ces investissements, ce sont les services communaux qui vont financer ces investissements. Ça n'a rien à voir avec la quotité. Ensuite, quand on parle de l'achat de terrain et de viabilisation, affirmatif, ça va augmenter l'endettement et ça a un impact de facto sur la quotité potentiellement à la hausse, mais là aussi, il faut savoir que si ces investissements sont faits, c'est pour pouvoir revendre ces terrains et donc, par conséquent, c'est un emprunt temporaire. Maintenant, concernant les projets, il reste effectivement peut-être le CAD, investissement évidemment important et je le soutiendrai, c'est une certitude, j'en suis convaincu. Concernant le sens des responsabilités qui a été relevé, je répondrais que finalement lorsque l'on dirige, que l'on doit statuer concernant l'avenir d'une commune, on ne peut pas uniquement toujours crier au loup, animal d'ailleurs que j'apprécie, crier au loup, à tort puisque je le répète, ce sont des chiffres factuels, que vous pouvez tous et toutes contrôler depuis 2019 et je n'ai pas triché ou pris les années les meilleures, puisque 2019, c'était CHF 300'000.00, CHF 200'000.00 en 2020 et ce n'est que depuis 2021 qu'on a CHF 1'800'000.00 et CHF 800'000.00 et CHF 700'000.00 de delta qu'on aura manifestement à nouveau cette année. CHF 800'000.00 quasiment en moyenne pour ces cinq dernières années. On peut choisir la manière de calculer qu'on veut, ce sont 4 à 5 dixièmes de quotité. Aujourd'hui, baisser la quotité, d'un ou de deux dixièmes, ce que je soutiens, est totalement logique pour l'avenir de la Commune et les perspectives que l'on veut donner à cette Commune. Je vous rappelle qu'on a quand même évoqué déjà, réitéré à plusieurs reprises, je sais que certains ne sont pas favorables, mais aujourd'hui si on veut un jour aussi initier des fusions de communes, il est aussi tout intéressant qu'on ait des chiffres qui relatent la santé financière de la Commune et pas qu'on fasse systématiquement de la thésaurisation et se gargariser une fois par année que les chiffres sont excellents au mois de juin et parallèlement au mois de décembre se faire peur avec le budget. C'est pourquoi, aujourd'hui, je recommande vivement une baisse d'impôts pour qu'elle ait un effet psychologique visible aussi à l'extérieur, c'est ce passage de 2.15 à 1.95 qui est un chiffre effectivement plutôt psychologique que factuel.

Monsieur Stéphane Gattoni : j'utilise ma deuxième prise de parole pour répondre à deux choses. Concernant l'endettement, je suis tout à fait conscient que l'endettement a baissé après avoir fait les travaux sur la halle. Il reste tout de même élevé. Si vous avez lu le dernier rapport sur les finances communales, on est dans le rouge encore pour Les Bois par rapport à toutes les communes qui sont autour de nous qui ont des endettements faibles. Peut-être que ça va mieux, j'en suis conscient, mais on a un endettement qui est élevé. Concernant les investissements, vous avez tout à fait raison, il y a peu de projets qui sont là devant nous. Pour moi, c'est l'occasion de donner, excusez-moi l'expression, un coup de pied au cul à notre Conseil communal pour dire : c'est le moment de présenter des projets et de venir avec des vrais projets et, au besoin, trouver des financements, trouver des experts pour amener des projets avec des plans, des financements et tout ça pour qu'on puisse massivement aller de l'avant et rapidement. Je pense que c'est aussi une décision de notre part ce soir, de dire on a envie de ces projets qui ne manquent pas, par contre, un projet, ce n'est pas en trois lignes qu'on tient qu'on arrive à voter un ascenseur, comme on l'a vu ce soir. Il faut arriver à développer tout ça. Un projet, ça demande potentiellement de l'argent. Le temps est compté pour tout le monde, y compris les membres du Conseil communal, alors il faut peut-être mandater des experts qui peuvent nous construire des projets. Les envies sont là, comment les réaliser, ce n'est pas le législatif qui a le pouvoir de le faire. Donnons juste le signe clair qu'on a besoin, on a envie et allons-y ! C'est le moment d'y aller. C'est sûr que si on ne fait rien, l'année prochaine, j'aurai changé d'avis... S'il vous plaît, faisons ces projets et donnons-nous les moyens d'avoir un vrai projet d'ascenseur dans deux mois et d'avoir d'autres projets dans six mois pour pouvoir les voter et les mettre dans un budget d'investissements un peu sérieux pour les prochaines années.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : on peut tout passer très facilement, il suffit qu'on change le règlement et qu'on mette le 49.3 ! Il n'y a pas de problème.

Monsieur Germain Jobin : je propose à Monsieur Stéphane Gattoni d'aller au Conseil communal et il verra comment ça se passe. Deuxièmement, je voudrais appuyer la décision de descendre la quotité d'un dixième comme l'a proposé la Commission financière. Comme ça, on fait quand même un pas. Si on descend de deux dixièmes, il faudra peut-être la remonter, ça sera plus difficile. Si ça va bien, ça ne nous empêche pas de remettre le métier sur la table dans une année.

Au vote, les taxes sont acceptées à l'unanimité.

Monsieur le Président, Martial Farine : les propositions qui n'émanent pas du Conseil communal sont mises en opposition.

Au vote, la proposition qui consiste à fixer la quotité à 1.95 obtient 5 voix et la proposition de fixer la quotité à 2.05 en obtient 8. C'est donc cette dernière qui sera opposée à la proposition du Conseil communal.

Au vote, les deux propositions obtiennent les résultats suivants :

- 2.15 : 4 voix
- 2.05 : majorité évidente

La quotité d'impôt passera donc à 2.05.

Au vote, le budget obtient les résultats suivants :

- Oui : majorité évidente
- Non : 0
- Abstention : 1

11. Elections du bureau 2025

- a) du Président du Conseil général
- b) du premier Vice-président du Conseil général
- c) du deuxième Vice-président du Conseil général
- d) des scrutateurs

a) Election du Président du Conseil général

Madame Jeanne Metthez : au nom du Groupe PCSI, je propose la candidature de Monsieur Yann Chappatte en remplacement de Madame Carine Chappatte.

Il n'y a pas d'autre proposition. Monsieur Yann Chappatte est donc élu par acclamation.

b) Election du premier Vice-président du Conseil général

Monsieur Paul-Henri Jobin : le groupe Le Centre propose comme premier Vice-président Monsieur Alexandre Bossart.

Aucune autre proposition n'est faite. Monsieur Alexandre Bossart est élu par acclamation.

c) Election du deuxième Vice-président du Conseil général

Monsieur Julien Pesacane : l'UDC propose la candidature de Monsieur Philippe Oppliger.

Aucune autre proposition n'est faite. Monsieur Philippe Oppliger est élu par acclamation.

d) Election des scrutateurs

Monsieur Jean-Maurice Jobin : la Liste libre propose la candidature de Monsieur Jean-Jacques Diraison.

Monsieur Stéphane Gattoni : le groupe PS/Les Verts propose la candidature de Monsieur Michel Martin.

Aucune autre proposition n'est faite. Les personnes prénommées sont élues par acclamation.

Monsieur le Président, Martial Farine : avant de clore la séance, je voudrais vous remercier chères et chers collègues, pour avoir débattu paisiblement et sereinement lors de nos séances de cette année 2024. Je suis heureux de retourner dans le rang. En effet, être le premier citoyen du village est un honneur, mais aussi une contrainte de ne pouvoir participer aux débats et de développer des points de vue et arguments personnels. Avant de passer la parole au futur Président pour 2025, je dois quand même regretter l'absence totale de communication informelle entre l'exécutif et le Président du Conseil général : elle n'est que très formelle et uniquement lors des séances du bureau. Je suis certain que le Conseil communal saura remédier à cette situation, en bonne intelligence notamment parce que les deux groupes qui ne sont pas représentés au Conseil communal forment presque la moitié des élus de notre assemblée, ils méritent tout autant d'avoir des relations et des communications adéquates que le parti peu représenté au Conseil général mais surreprésenté à l'exécutif.

Monsieur Yann Chappatte : je vous remercie. J'ai exercé cette fonction déjà pour la troisième fois depuis que notre législatif a été mis en place. Je pense effectivement qu'on a différents sujets qui sont importants et qu'on doit mettre sur la table cette année et aussi lors des prochaines années. On a l'importance de tout ce qui touche à la concrétisation de projets, ça a été dit. Je pense qu'on a beaucoup à faire, notamment dans tout ce qui touche aux énergies,

par rapport aux toitures photovoltaïques, il faut véritablement qu'on puisse aller de l'avant, rénover nos bâtiments, ça me paraît essentiel. Il y a aussi le projet du CAD. Ce sont trois projets qui sont importants et qui apporteront beaucoup dans le cadre de la transition énergétique. J'aimerais qu'on puisse renouer le lien avec les citoyens. Aujourd'hui, on a une très grande difficulté à les entendre, à les écouter. Ils font aujourd'hui preuve d'absence lors des débats, ne donnent finalement que peu leur opinion. Finalement, ce ne sont que les personnes qui sont autour de cette table ou au Conseil communal qui peuvent, je dirais, décider et statuer. Là, on a besoin de retrouver les gens dans le cadre de consultations publiques. Finalement, il est aussi dommageable, après deux ans de législature, on a déjà perdu trois Conseillers généraux qui ont choisi ou qui ont déjà démissionné. Ce qui peut aussi expliquer dans certains cas la difficulté de cette fonction ou en tout cas d'être en adéquation avec les remarques ou commentaires que fait ou ne fait pas la population. Concernant la transparence et le partage, c'est un point important, ça a été dit, je pense qu'aujourd'hui, on ne fonctionne pas idéalement entre les différentes autorités, avec la population. Il est très important qu'il y ait des communications régulières. On peut le faire au travers de tous-ménages par exemple, on peut le faire aussi au travers de communications sur notre site internet parce que c'est vrai et c'est certain que les gens lisent peu ou pas nos procès-verbaux de délibérations et participent de facto très peu aux différentes séances de partis. Pour nous, c'est effectivement aussi important qu'on puisse partager, échanger, faire preuve de transparence, qu'on puisse rencontrer en début d'année au travers des partis politiques le Conseil communal peut-être pour pouvoir avoir un échange informel sur certains sujets, que chacun puisse dire ses attentes, les problèmes qu'il rencontre, les insatisfactions, pour qu'on puisse aller de l'avant. Finalement, le sujet qui pour moi est le plus important, vous le savez, j'en parle depuis fort longtemps, c'est la coopération intercommunale, je dirais plutôt fusion de communes. Fusion de communes, je sais que le sujet est tabou pour certains d'entre vous, pas prioritaire pour d'autres. Moi, je suis convaincu depuis fort longtemps qu'on doit entrer dans ce processus sans attendre. Cette vision a déjà été formulée par plusieurs des Conseillers généraux ici autour de cette table précédemment. Ça a été également soulevé par une majorité certes faible lors d'un sondage, un questionnaire. Maintenant, on pourra au travers d'un soutien certain j'en suis convaincu amener ce projet et le mener. Notre Conseil communal actuel et passé n'est jamais, peu ou pas intervenu ou n'a donné de suite par rapport aux demandes qui ont été formulées. Il est extrêmement important que début 2025, c'est-à-dire demain au minimum, notre Commune s'enquiert auprès des autres communes de leur appréciation, savoir s'ils sont ouverts ou pas à une fusion parce qu'aujourd'hui c'est une nécessité par rapport à l'abandon des fonctions et aux intérêts de nos concitoyens. C'est un défi qui est ambitieux, mais qui est essentiel pour garantir nos collectivités publiques. C'est vraiment un point sur lequel j'attache beaucoup d'importance. J'insisterai régulièrement pour qu'on avance là-dessus. Ce sont quelques-uns des engagements que je souhaite dans le cadre du début de mon mandat de Président. Ensemble, on doit construire l'avenir de notre Commune. N'oubliez pas que c'est l'engagement collectif de chacun et chacune ici dans cette salle et de ceux qui ne sont pas dans cette salle qu'il faudrait un peu plus inciter à participer qui permettront de transformer nos défis en solutions concrètes. Je vous remercie toutes et tous, je vous remercie également pour votre écoute. Je vous adresse mes vœux les meilleurs ainsi que de belles fêtes de fin d'année.

Monsieur le Président, Martial Farine : avant de lever cette séance, je vous souhaite effectivement de joyeuses fêtes de fin d'année et je vous donne rendez-vous l'année prochaine.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat : j'aimerais remercier notre Président du Conseil général d'avoir fait un boulot exceptionnel et je lui remets une petite attention. Par rapport à l'intervention de Monsieur Yann Chappatte, je ne partage aucunement tout ce qu'il a dit. Pour conclure, je vous souhaite également de belles fêtes de fin d'année. Nous avons le plaisir de vous offrir un apéritif dînatoire.

Monsieur le Président, Martial Farine : je vous invite à partager le verre de l'amitié. Bien entendu, les délégués de Saignelégier sont les bienvenus.

La séance est levée à 21 h 45.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président :



Martial Farine

La Secrétaire :



Marlyse Jobin